Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8470696
Centre d'intérêt: 912

Hautecoeur, Jean-Paul, 1943-.

Télévision et politique de l'alphabétisation du Québec : pour un débat ouvert / Jean-Paul Hautecoeur. -- [Québec] : Direction générale de l'éducation des adultes, Service de recherche et développement, [1981].
[30] f. ; 28 cm.

Notes (part. bibliogr.) au bas des f.

Descripteur(s): *Alphabétisation *Télévision éducative *Education de base *Analphabétisme *Education populaire *Méthode d'enseignement *Education des adultes

Identificateur(s) de nom: *Etats-Unis *Grande-Bretagne

Ce texte en est un de réflexion sur l'alphabétisation au Québec et sur l'utilisation de la télévision pour la promouvoir. Tenant compte d'expériences menées en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, l'auteur estime que les seules chances d'atteindre la clientèle qui en a le plus besoin sont de passer par des groupes populaires d'alphabétisation et par une sensibilisation du mouvement communautaire en général, la télévision se voyant confier un rôle de recrutement. En conséquence, l'auteur insiste sur la priorité du support financier de l'Etat aux groupes volontaires d'alphabétisation et recommande la révision des projets d'investissement en programmation télévisuelle.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8270651

EDUQ 8470696

TELEVISION ET POLITIQUE DE L'ALPHABETISATION DU QUEBEC:

pour un débat ouvert

Jean-Paul Hautecoeur
Ministère de l'Education
Service de Recherche et de
Développement/ D.G.E.A.

"L'alphabétisation, tout comme l'éducation en général, est un acte politique. Elle n'est pas neutre, car dévoiler la réalité sociale pour la transformer, ou la dissimuler pour la conserver, sont des actes politiques.

Une mobilisation profonde des ressources humaines implique l'adhésion des alphabétisés comme des alphabétiseurs. Ces derniers ne doivent pas être constitués en un corps professionnel spécialisé et permanent, mais recrutés le plus près possible de la population à alphabétiser et issus du même milieu socioprofessionnel ou d'un milieu proche, afin de favoriser le dialogue.

Cette mobilisation sera d'autant plus efficace qu'elle fera une place plus grande aux initiatives des populations visées et à la concertation avec elles, au lieu de s'en tenir à des décisions bureaucratiques imposées du dehors et d'en haut. Les intéressés seront d'autant plus motivés que seront données à chaque communauté les possibilités de réaliser elle-même le projet d'alphabétisation".

Déclaration de Persépolis, Symposium international pour l'alphabétisation,
Persépolis, 3-8 septembre 1975.

Le sujet de l'utilisation de la télévision dans une campagne d'alphabétisation est d'un intérêt particulièrement actuel au Québec puisqu'en 1979 la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) demandait au Service général des moyens d'enseignement (SGME) de produire une série d'émissions télévisuelles en alphabétisation. L'initiative n'était pas nouvelle, elle avait été précédée d'une tentative similaire à Radio-Québec (qui n'est restée qu'à l'état de projet). Mais elle a soulevé suffisamment d'interrogations et de doutes - au moins dans l'utilisation directe de la TV à fins éducatives, comme ce fut le cas pour "Passe-Partout" - pour freiner la programmation "RIGHT AWAY" qui aurait engagé des investissements massifs dont la rentabilité en matière de libération culturelle apparaissait plutôt problématique.

L'occasion de la présentation, par Neil Barnes, de l'expérience de la BBC dans la campagne britannique d'alphabétisation est propice pour relancer le débat[1]. Mais avant de s'y engager, voyons où nous en sommes arrivés en matière de production - diffusion par mass media.

---

1. Neil Barnes, "La BBC dans la campagne nationale d'alphabétisation en Grande-Bretagne"; voir supra. Voir aussi de Robert Saucier, "Télévision et alphabétisation dans une perspective québécoise".

Plutôt que de commencer par une nouvelle technologie en alphabétisation, il nous est apparu prioritaire de commencer par une série d'enquêtes documentaires sur l'analphabétisme au Québec, à diffusion massive. Parce que le sujet est quasi tabou. Parce que ses dimensions sont ignorées. Parce que maints préjugés le recouvrent. Parce que les groupes et individus qui en sont affectés sont divers. Parce que cet "affect" varie considérablement d'un individu, d'une classe, d'uns situation à l'autre. Parce que le problème ou la présumée pathologie qu'il énonce à l'avance n'est pas un universel abstrait, mais un fait social et historique, donc à expliquer et à situer précisément. Que l'exceptionnel, l'accidentel, le résiduel pourrait bien apparaître comme "normal" ou probable dans tel quartier, dans telle classe ou institution scolaire, dans tel type d'entreprise, dans tel groupe ethnique. Que finalement, l'alphabétisation ne pourra être comprise et pratiquée concrètement que dans la discrimination des besoins et surtout des désirs des individus qui y participent [1] tout en gardant au coeur (plus qu'en tête) son fondement: le droit universel d'accès au savoir, le droit élémentaire à l'écriture devenue quasi obligatoire.

---

1. Alors que les besoins tendent vers l'explicite et vers une définition socialisée, donc normalisée, les désirs sont plus implicites, du domaine du subconscient. "Besoins", en langage freudien, renvoie au principe de réalité - surmoïque - alors que "désirs" en appelle au principe de plaisir. Cette distinction est significative,en alphabétisation:ou bien celle-ci tendra à renforcer le normatif, ou bien elle cherchera à entrer dans les jeux du désir. On peut interpréter dans ce sens la différence entre "alphabétisation fonctionnelle" et alphabétisation conscientisation", selon le vocabulaire consacré.

Si l'objectif possible ou probable demeure l'alphabétisation, encore faut-il comprendre à quoi il répond,savoir à qui il s'adresse et trouver comment le réaliser dans telle ou telle situation. Les réponses sont loin d'être évidentes et unanimes. Elles ne sont pas non plus la propriété des éducateurs professionnels ni la spécialité des professionnels de l'éducation. Elles ne sont surtout pas universelles, sur le modèle de l'école. A questions planifiées, réponses programmées. Il faut faire jouer les questions, en poser de nouvelles, en réanimer de vieilles pour déjouer le programme linguistique, scolaire, social et politique de l'alphabétisation behavioriste.

On a fait longtemps croire en linguistique - et la tendance est toujours dominante - qu'une langue était un système logique, clos, autonome, sans histoire ou si peu, et pour cela on l'a isolée de la parole des individus parlants. A l'école, on a imposé l'écriture de cette langue morte qu'on identifiait à la langue maternelle comme si derrière il y avait la loi des juristes ou mieux des savants. Comme s'il n'y avait pas une histoire précise de l'orthographe, des styles, des formes et des sens et comme si cette histoire ne pouvait être changée. Comme s'il y avait une manière juste d'écrire mais aussi d'apprendre

à écrire, de parler et d'apprendre à parler[1]. La vieille taupe comme disait Nietzsche, la vieille morale rôde toujours, à l'extérieur comme à l'intérieur, et le métalangage informatique socialisé tend à nous faire croire que c'est une fatalité historique, mieux, une raison scientifique, donc supérieure et futuriste...

Donc, recommencer à questionner l'alphabétisme théorique et dans la rue, le faire voir par le sensible et le faire reconnaître par l'intelligible: non pas montrer la bête à la belle, non pas livrer le malade au docteur, mais susciter des questions, ici sur la nature/culture de l'analphabétisme, son étendue, ses liens, sa profondeur stigmatisante, anachronique, créatrice ou aliénante, ses conséquences en termes de pratiques scolaires, éducatives, linguistiques, intersubjectives. A la fin, quelle alphabétisation? Pour quoi? Pour qui? Comment? Des pistes, une carte de route tracée par ceux qui auront fait cette série-documents.

---

1. Voir, entre autres, Jean-Yves Calvet, Pour ou contre Saussure, Payot, Paris, 1975, et du même, Linguistique et colonialisme, Payot, 1974; Claude Duneton, Parler croquant, Dire/Stock, Paris, 1973; André Chervel,... et il fallut apprendre à écrire à tous les petits Français, Payot, Paris, 1977; Claire-Blanche Benveniste, André Chervel, L'Orthographe, François Maspéro, Paris, 1969. Les approches sociologique et historique de la linguistique sont une contribution fort importante à la problématique analphabétisme/alphabétisation. Il faudrait y revenir dans une publication ultérieure.

Cinq (5) films d'une demi-heure sont prévus, produits par le SGME, réalisés à l'extérieur du gouvernement avec la collaboration entre autres du SGME et de la DGEA. Le public visé: massif et sélectif, ce dernier étant les professionnels, les amateurs, les volontaires, les militants de l'alphabétisation. Il faut en arriver à une compréhension sociale et globale des usages linguistiques pour "dépathologiser" le symptôme analphabétisme et démédicaliser la cure ou le traitement[1]. Il faudra en arriver à découvrir les alternatives à l'alphabétisation comme pratique scolaire ou comme pratique de conditionnement aux normes des marchés culturel, économique et social. Si l'on comprend l'analphabétisme, non pas comme une carence linguistique accidentellement dispersée dans la population, mais avant tout comme un phénomène régulier de relégation linguistique et culturelle des classes impopulaires dont le capital linguistique et culturel approche de la valeur zéro sur le marché des échanges symboliques[2], alors il faudra bien soumettre les visions idyllique, charitable, paternaliste ou autoritaire de l'alphabétisation à la critique et chercher les modes

---

1. Voir ce que signifient ces concepts, appliqués au milieu scolaire, dans: P.Pinell et M. Zafiropoulos, "La médicalisation de l'échec scolaire - de la pédopsychiatrie à la psychanalyse infantile", Actes de la recherche en sciences sociales, no 24, novembre 1978.
2. Voir de Pierre Bourdieu,"L'économie des échanges linguistiques", Langue française, 34, mai 1977, p. 17-34.

d'interventions culturelles réellement adaptés, non plus aux "analphabètes", mais aux quartiers, aux chantiers, aux usines, aux "terrains de jeux" peuplés du "Quart monde"[1]: Ceci n'exclut pas a priori les conceptions et les pratiques actuelles de l'alphabétisation scolaire, fonctionnelle ou de l'éducation de base" ("basic skills education") qui peuvent s'adapter à un public sélectif et dont le succès réside dans cette sélection même. Mais la critique de ces conceptions et pratiques qui prétendent à l'universalité et appellent la programmation généralisée pourrait aussi avoir pour effet de réduire leur monopole renforcé par le consensus de l'évidence et de mettre à jour des pratiques plutôt sordides telles que le "recrutement d'analphabètes" à la ville comme aux champs et la scolarisation à temps plein d'assistés sociaux.

Les films devraient être diffusés sur une grande antenne et utilisés pour la formation des alphabétiseurs. Maintenant, quel autre parti tirer de la télévision, si on prend l'expérience de la BBC à titre de comparaison? Jusqu'à preuve du contraire, on peut écarter la programmation directement éducative en alphabétisation: ses coûts sont démesurés par rapport à sa productivité,

---

1. Voir Etienne Boesplug, "Quart Monde et alphabétisation", supra, et du Mouvement ATD Quart Monde, "Le défi du Quart Monde", annexe.

à son efficacité. Voir le témoignage de Neil Barnes et des évaluations de l'expérience britannique[1].

Dans un ouvrage synthèse sur l'alphabétisation dans le monde, les auteurs arrivent aussi aux mêmes conclusions:

> "Previously, some people felt that television could eliminate illiteracy, but in practice, television has been used with less success than radio as an instructional tool. It is a high cost investment in equipment, facilities, and trained personnel and must be widespread to be used effectively for motivating, informing, and reinforcing people in literacy programs... Even when valid, indigenous, or regional programming is available, TV alone does not achieve literacy" 2.

Informer, sensibiliser, motiver, mobiliser, publiciser, voilà les rôles majeurs que peut jouer la télévision. La production des films sur l'analphabétisme vise surtout les deux premiers rôles classiques des dossiers documentaires. Mais évidemment, en rester là reviendrait à ne diffuser que pour le public "cultivé", surtout si l'on emprunte les canaux de l'ORTQ ou de Radio-Canada. Pour passer aux rôles de motivation et de mobilisation, soit à l'incitation à l'alphabétisation pour les intervenants volontaires comme pour les néophytes de l'écriture, il faut que soit prête une structure d'accueil, il

---

1. Pour descriptions, évaluations et critiques de l'usage des média en alphabétisation, voir la bibliographie sous le titre "The Use of Broascast Media" dans Carman St-John Hunter and David Harman, Adult Literacy in the United States, McGraw Hill Company, New York, 1979, p. 193-197.

2. The World of Literacy: policy, research and action, International Development Center, Ottawa, 1979. (Toutes les citations ont été reproduites dans le langage original. Pour ma traduction, se reporter à la fin).

faut que l'instrument télévision soit partie intégrante d'une infrastructure éducative organisée, d'une stratégie d'intervention à moyen et même long terme. C'est un ensemble de conditions qui rendent la conjoncture favorable ou défavorable. Par rapport aux exigences théoriques minimales, quelle est actuellement la situation au Québec?

L'engagement préalable de deux acteurs paraît indispensable: l'Etat et son appareil politique, des communautés de base ou des groupes d'action culturelle. J'incluerais à l'Etat son appareil scolaire dont on sait le rôle déterminant au Québec, en particulier en alphabétisation.

La part de chacun peut énormément varier selon le type de société et son régime politique: ou bien l'Etat sera autoritaire au pouvoir centralisé et dans ce cas les organismes locaux seront sous sa dépendance; ou bien l'Etat sera organique, démocratique, décentralisé et les organismes locaux seront largement autonomes. L'opposition est bien sûr schématique, elle est heuristique plus que réaliste. Ou bien c'est l'Etat qui commande la campagne d'alphabétisation, détermine ses modalités et ses objectifs. Ou bien il la rend possible, il n'intervient pas directement dans les communautés par l'intermédiaire de

ses agents, il met ses ressources à la disposition des organismes volontaires d'interventions culturelles et il favorise leur action. Dans les deux cas, le rôle de l'Etat est indispensable. Dans le deuxième, bâti sur le modèle de l'autogestion, les groupes autonomes auront le leadership mais leur action sera conditionnelle du support de l'Etat[1].

Dans quelle mesure, dans la réalité d'ici, ces deux acteurs sont-ils engagés pour qu'une campagne d'alphabétisation qui utiliserait les media de masses ait un mimimum de succès? La position de l'Etat est ambigüe: malgré sa position idéologique favorable aux organismes autonomes d'action culturelle[2], son appareil bureaucratique demeure largement tributaire de la tradition en éducation des adultes, à savoir du quasi-monopole de cette éducation par l'école (les services de l'éducation des adultes dans les commissions scolaires régionales).

---

1. On aura déjà goûté les saveurs utopiques du deuxième modèle et sa contradiction historique quand on sait la tendance forte des Etats occidentaux - pour ne pas parler des autres - à la programmation culturelle et au contrôle des esprits par les appareils idéologiques d'Etat. Mais toutes proprotions gardées, la saveur utopique n'est pas lointaine au Québec, au paradis de la "culture" qui a su gagner l'Etat. Il n'est qu'à relire le Livre Blanc de La politique québécoise du développement culturel. En matière d'alphabétisation et d'ouverture aux groupes autonomes, des confrères canadiens disaient de notre politique en alphabétisation: "It's not progressive; it's not radical: it is really revolutionary!".C'est certes là une opinion d'intellectuels familiers du spectacle ordinaire des politiques conservatrices des gouvernements des provinces centrales et de l'Ouest!

2. Voir la politique de l'alphabétisation dans le document ministériel: L'école s'adapte à son milieu.Enoncé de politique sur l'école en milieu économiquement faible, MEQ., 1980, p. 105-111.

Traduite en termes de budgets, la disproportion à l'avantage de l'appareil scolaire est lourde. Deuxièmement, l'Etat québécois, à la différence de l'expérience britannique, n'a pas encore fait de l'alphabétisation une réelle priorité. Sa politique d'alphabétisation est incitative, elle laisse une marge de manoeuvre pratiquement entière aux commissions scolaires qui disposent librement de leurs budgets. La conséquence, c'est que régionalement et localement l'alphabétisation a peu de chances de devenir une priorité (elle l'est devenue néanmoins dans certains cas), le statu quo en éducation des adultes favorisant encore largement l'"éducation populaire" et le public des classes moyennes. Donc même si l'Etat, par l'intermédiaire de la DGEA, manifeste sa bonne volonté en matière d'alphabétisation et s'il rend théoriquement possible une campagne d'alphabétisation massive utilisant la télévision, son infrastructure éducative régionale et locale n'est pas suffisamment mobilisée, préparée et organisée pour participer activement à une telle campagne. Mais l'Etat et son appareil scolaire, on l'a démontré dans différents textes, ne suffisent pas et ils ne sont pas toujours les agents appropriés à une action culturelle organique et populaire, a fortiori en milieux impopulaires[1].

---

1. Jean-Paul Hautecoeur, Analphabétisme et Alphabétisation au Québec, MEQ., Québec 1978. Voir aussi de Micheline Laperrière et Serge Wagner, L'alphabétisation à repenser, Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, Montréal, 1979 (disponible au Carrefour ainsi qu'à la DGEA).

Le deuxième acteur, les communautés de base et leurs organismes d'action culturelle, n'est pas encore assez mobilisé et organisé pour participer localement à cette hypothétique campagne d'alphabétisation. La tradition communautaire en alphabétisation est jeune au Québec. A l'exception de quelques-uns, les groupes d'alphabétisation n'ont pas plus de deux ans d'existence[1]. L'Etat n'a pas favorisé leur émergence et leur développement avant cette année, et encore de façon limitée et maladroite[2]. Néanmoins, le potentiel de développement d'un tel réseau parallèle est grand, et l'absence de tradition n'est pas un handicap sérieux. Ici, le militantisme, la perméabilité des intervenants et de leur milieu, le caractère organique de ces interventions sont des facteurs plus déterminants que le professionnalisme et la "compétence"

---

1. Il y avait, en 1979-1980, à ma connaissance, sept groupes volontaires qui faisaient de l'alphabétisation, essentiellement à Montréal. En 1980-81, il y en a une douzaine, supportés partiellement par le ministère de l'Education dans le cadre du programme des OVEP.
2. La DGEA ne disposait pas, pour 1980-81, de budget spécifique pour le support à ces groupes. La solution retenue a été leur intégration dans le programme des Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) qui, cette année, devait obéir à trois priorités ministérielles, dont l'alphabétisation. Les conséquences de cette intégration n'ont pas été heureuses, malgré la priorité, pour les groupes d'alphabétisation dont les projets ont dû obéir aux critères généraux de sélection du programme OVEP. Conformément à la politique ministérielle d'alphabétisation, un budget spécifique, au moins égal à celui octroyé pour le développement expérimental dans les CSR, devrait être disponible en 1981-82 - et en croissance pour un minimum de 3 ans- pour le support des organismes autonomes d'alphabétisation, dont l'administration reviendrait au Comité Alpha de la DGEA conseillé par un comité consultatif extérieur et non plus à la gestion du programme OVEP.

légitimée par l'école ou le syndicat. En corollaire, il n'y a pas eu non plus de groupes de pression suffisamment organisés pour mener une action de conscientisation à l'analphabétisme auprès des organismes communautaires comme auprès de l'Etat, pour donner une représentation militante aux classes impopulaires, pour coordonner une mobilisation revendicatrice sur le thème de l'alphabétisation. Jusqu'ici, c'est l'Etat qui a été le principal artisan du développement de l'alphabétisation, avec la conséquence qu'on connaît de privilégier son appareil scolaire d'éducation des adultes, agent exclusif de l'alphabétisation jusqu'à tout récemment. Or, on a vu qu'en Grande-Bretagne le déclencheur de la campagne d'alphabétisation, de l'engagement de la BBC et de l'Etat a été les groupes de pression.

En supposant qu'en l'espace de deux ans, il soit possible de créer l'infrastructure minimale à une campagne d'alphabétisation dont le catalyseur serait la télévision, il faut avant tout se demander si le pouvoir politique est susceptible de supporter et de financer une telle opération pendant un minimum de trois ans. Il faut se demander qui sera le maître d'oeuvre et comment sera organisée la coordination des opérations. Il faut interroger le potentiel d'information et de mobilisation des chaînes de télévision susceptibles

de participer à un tel programme. On peut s'interroger aussi sur la performance et les implications d'une campagne nationale qui risque d'être programmée par le haut et renforcée par tout le prestige et le pouvoir d'un appareil centralisé d'information-propagande:

> "La croissance rapide de la télévision, écrit Michel Pichette, a entraîné des préoccupations de plus en plus sérieuses au sujet de certains effets qu'elle peut entraîner:
>
> a)- La tendance des programmes dans la plupart des pays a favorisé les besoins et les intérêts des populations urbaines et des élites locales, ce qui fournit une image fausse de l'ensemble de la société;
>
> b)- L'impossibilité pour des composantes importantes des collectivités sociales d'utiliser la télévision comme moyen de support à leurs propres besoins et activités de développement;
>
> c)- L'absence de moyens et contrôle direct et efficace par la population; l'excès de contrôle, qu'il soit exercé par des intérêts commerciaux, des entreprises transnationales, le gouvernement et de super-organisations centralisées, constitue un obstacle fondamental à la production et à la diffusion de contenus favorisant la démocratisation de la télévision;
>
> d)- Une contradiction subsiste entre la crainte que la télévision ne tende presque inévitablement à homogénéiser la société, à renforcer les stéréotypes sociaux et à promouvoir le conformisme et le conservatisme, et l'espoir qu'elle puisse au contraire, être un moyen efficace pour introduire de nouvelles idées...
>
> ... le médium télévisuel demeure un moyen de transmission à sens unique de messages et cela, à partir d'un point centralisé de production... Il n'est pas prouvé que toutes les formes d'étude ouvertes ou d'instruction à distance expérimentées à travers le monde ont, à ce jour, réussi à faire reculer significativement la barrière qui enpêche les majorités populaires de tous les pays d'accéder aux connaissances et aux apprentissages spécialisés pertinents dont elles ont besoin pour promouvoir leurs intérêts collectifs et culturels"[1].

---

1. Michel Pichette, La radio et la télévision éducative: ses difficultés et ses possibles, Colloque sur l'amélioration de la contribution des moyens de communication de masse à l'éducation des adultes, Commission canadienne pour l'UNESCO, Ottawa, 1-5 octobre 1979. Voir aussi le Rapport intérimaire sur les problèmes de la communication dans les sociétés modernes, Com.Internat.d'étude des problèmes de communication, UNESCO, 1978.

Puisque c'est ici le modèle britannique qui sert de référence, il faut se demander, en dernier et premier lieu, si un tel modèle est applicable au Québec actuellement et surtout s'il est souhaitable de chercher à l'appliquer sous la forme d'une campagne nationale et de masse qui risque d'impliquer une homogénéisation des objectifs, une centralisation renforcée et une sélection inévitable du public. Il n'y a pas eu de demande ni de pression émanant des groupes populaires et a fortiori impopulaires pour une campagne massive d'alphabétisation qui serait orchestrée par la télévision. Il n'y a pas non plus, au Québec, de monopole d'Etat de la télévision comme c'est le cas en France et en Angleterre, avec la conséquence que la télévision ne joue pas ici le même rôle et n'a pas le même statut. Il n'y a pas, comme en Angleterre et au Canada anglophone, d'antécédent de ce qu'on appelle le "tutorship" en alphabétisation, et il n'est pas certain que ce modèle qui a déterminé le type d'intervention de la BBC soit transposable avec le même succès dans la culture d'ici où l'éducation institutionnelle demeure largement dominante et où les alternatives actuellement expérimentées s'incarnent dans des collectifs, des quartiers ou des milieux relativement homogénéisés plus qu'elles ne s'adressent à des individus isolés, coupés de leur environnement culturel, social ou de travail.

'Tout acte éducatif est impossible sans solidarisation... Un individu seul devant son écran de télévision ne pourra véritablement s'approprier ce qui lui est communiqué et enrichir par la suite son propre vécu dans la seule mesure où il se sentira quelque part concerné avec d'autres avec lesquels il pourra, peu importe la façon et à quel moment, en parler et en partager les fruits.

On aura beau multiplier des campagnes de prévention contre les accidents routiers ou industriels, tant et aussi longtemps que ces campagnes interpelleront des individus en sujets isolés, elles ne généreront que la culpabilité en instituant ce dernier seul responsable des causes qui, pour un grand nombre, sont extérieures à lui..."[1].

Enfin, tout comme en Grande-Bretagne, il n'est pas du tout acquis que les communautés de base et les groupes volontaires acceptent de participer à une telle opération d'envergure nationale quand d'expérience ils savent que les décisions et les budgets ne sont pas également partagés et que des objectifs dits universels sont en pratique incompatibles avec les leurs:

"Les populations qui ont bien des raisons de rejeter une Ecole qui est souvent la négation même de leur vécu culturel et collectif et, plus encore, qui ne les aide pas à promouvoir leurs propres projets autonomes d'éducation, bouderont toute radiotélévision qui s'inscrira dans les mêmes avenues"[2].

Alors si le modèle britannique est difficilement compatible, dans la conjoncture québécoise actuelle, avec les pratiques d'alphabétisation qu'il est prioritaire de développer ici et avec une conception organique de l'alphabétisation qui favoriserait avant tout les initiatives culturelles communautaires autonomes, la question initiale se retrouve posée: Quel usage

---

1. Michel Pichette, op. cit.
2. Ibid.

peut-on faire de la télévision à fin de libération culturelle des groupes et collectivités reclus dans des pratiques culturelles et sociales déclassées dont un des indices des plus dévalorisants est leur présumé "analphabétisme", défini et imposé par les instances dominantes légitimes de la culture? Est-ce que cet usage, autre que ceux d'information et de sensibilisation traités au début, est souhaitable, ou mieux, souhaité par les organismes communautaires d'alphabétisation? Et s'il l'est ou pouvait le devenir, c'est intégré à quel type d'organisation, avec quel degré d'autonomie, avec quelle participation de l'Etat, à l'aide de quel canal de diffusion?

Le scénario conservateur supposerait que la télévision soit mise au service du réseau organisé des commissions scolaires qui sont actuellement une trentaine engagées en alphabétisation. On peut réalistement concevoir l'engagement de l'ensemble des commissions scolaires régionales en un laps de deux ans, ce qui supposerait d'abord une priorisation plus formelle de l'alphabétisation au ministère de l'Education, une assurance de financement pour un minimum de trois ans, une organisation spécifique conséquente à la Direction générale de l'éducation des adultes, des sessions intensives de formation des agents d'alphabétisation et la création, du côté de la télévision, d'une équipe de recherche-

coordination-expérimentation-évaluation sur le modèle de celle de la BBC qui aurait pour mission initiale de concevoir, après consultation des compétences régionales en alphabétisation et avec leur aide, un plan d'opérations et un premier programme pilote. Il n'y a rien d'utopique dans un tel propos, toutes les conditions requises pourraient rapidement être rassemblées, la série des films sur l'analphabétisme pouvant être intégrée dans une campagne de mobilisation et de préparation à l'opération alphabétisation. Une commande a déjà été passée au SGME pour une production en alphabétisation, il resterait à développer en conséquence toutes ses implications.

A ce scénario apparemment réaliste, parce qu'adapté à la tendance dominante de l'alphabétisation scolaire et situé dans le prolongement de la politique traditionnelle de la DGEA, au moins trois objections ou lieux de problèmes sont prévisibles.

Le premier est un problème de coût ou d'investissements prioritaires. Le développement systématique d'une infrastructure d'alphabétisation dans le réseau des CSR suppose ou bien un gonflement sensible de l'enveloppe budgétaire des commissions scolaires, ou bien une intervention plus directrice de l'Etat en matière d'éducation des adultes qui se traduirait par un renforcement de la

priorité alphabétisation, un changement assez radical des conceptions et pratiques d'"éducation populaire" et un déplacement des investissements au profit de l'alphabétisation. En réalité, l'alternative est plutôt rhétorique. Une campagne nationale et institutionnelle d'alphabétisation exigerait, et un budget spécifique à partager entre l'administration centrale, les commissions scolaires, la production télévisuelle et la coordination avec les régions, et un changement de politique au niveau gouvernemental comme dans les instances régionales d'éducation des adultes. Budget de développement, mais aussi budget de croissance car l'introduction du médium télévision devrait provoquer une inflation rapide de la demande si l'on prend pour exemple l'expérience de la BBC. On est donc renvoyé à un choix politique qu'il est peu probable de voir s'opérer sans pressions, sans un mouvement plus large de revendication du droit à l'alphabétisation.

Le deuxième problème, directement lié à celui du coût, concerne la mobilisation, l'engagement de volontaires (bénévoles) et leur intégration à la structure institutionnelle et professionnelle d'éducation des adultes. la solution du problème des coûts élevés d'une professionnalité de l'alphabétisation pourrait en effet être la création d'un service de volontaires, comme on l'a fait notamment aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, comme

certaines commissions scolaires anglophones commencent à le faire au Québec. Mais il est difficile de concevoir simplement l'ajout d'un deuxième réseau dans les structures actuelles des commissions scolaires régionales sans incompatibilités ni conflits majeurs. Ou bien le nouveau réseau de volontaires se donne une organisation propre, parallèle à celle de l'école et développe un type d'intervention autonome, ou bien les directions de l'éducation des adultes des CSR reconvertissent leurs rôles traditionnels et développent, sur le modèle des commissions scolaires anglophones, un service de coordination, de formation et de support du réseau des volontaires - fonction de relais et non plus fonction directement éducative - service qui serait en liaison directe avec l'opération télévision pour la mobilisation et le recrutement des volontaires comme de la "clientèle". Une telle reconversion supposerait encore ici un changement radical de la politique d'alphabétisation, tant au Ministère que dans les pratiques régionales de l'éducation des adultes. Mais il existe des antécédents, et c'est la voie que certaines commissions scolaires régionales des régions rurales tentent d'expérimenter pour résoudre les difficultés de distances et de coût[1].

---

1. On ne discutera pas ici du passage problématique d'un modèle institutionnel et professionnaliste à un modèle de bénévolat, ni de leurs valeurs respectives. Voir par exemple The World of Literacy, op. cit., p.24-32 et C.St-John Hunter, David Harman, Adult Literacy in the United States, op. cit., p. 57-75. La reconversion, facilement envisageable théoriquement, doit encore être confrontée à la réalité sociale et culturelle québécoise pour que soit prouvée sa viabilité. En Grande-Bretagne, les pratiques communautaires d'éducation populaire et d'alphabétisation sur le modèle du tutorat étaient d'une longue tradition, tradition qu'a reprise et systématisée la BBC avec succès. Il n'est pas sûr que l'emprunt puisse se faire avec le même succès au Québec.

Le troisième problème, qui serait une objection plus radicale, est celui de la concentration du développement de l'alphabétisation dans l'appareil d'Etat de l'éducation des adultes aux dépens inévitables de l'alphabétisation populaire désinstitutionnalisée, organique et autonome. Une augmentation substantielle des investissements dans les CSR, la polarisation de l'alphabétisation dans l'école et la dépendance de la télévision (probablement Radio-Québec) au seul réseau institutionnel risquent inévitablement de renforcer la marginalisation des individus et des classes les plus écartées de l'école. Elles risquent fort de s'aliéner la participation des organismes communautaires les moins conservateurs qui ont le contact direct avec les milieux impopulaires, en supposant que cette participation soit malgré tout attendue. Elles seraient une régression, en contradiction avec la politique ministérielle d'ouverture aux groupes autonomes et, c'est prévisible, en contradiction avec les futures recommandations de la Commission d'étude sur l'éducation des adultes qui devraient profondément modifier la politique actuelle d'éducation des adultes dans le sens déjà esquissé par La politique québécoise du développement culturel[2].

---

2. La politique québécoise du développement culturel (2 vol.), Editeur officiel, Gouvernement du Québec, 1978.

Les conclusions d'une vaste enquête sur l'alphabétisation aux Etats-Unis, au chapitre de l'usage de la télévision, abondent dans le sens d'une décentralisation des interventions au profit des groupes communautaires et questionnent sérieusement la possibilité d'usage de la télévision d'Etat, pour une alphabétisation des plus déshérités:

> "Is it possible for the persons involved in the sophisticated process of designing and developing televised material to reflect accurately the impact of the issues as these are felt by poor adults and to present alternative approaches that are available within the environment in which the most disadvantaged adults actually live?".

La principale recommandation de cette enquête est sans équivoque:

> " Our principal conclusion can be briefly stated. A major shift in national education policy is needed to serve the educational needs of disadvantaged adults.
>
> Our principal overall recommendation flowing from that conclusion can also be briefly set forth. We recommend the establisment of new pluralistic, community-based initiatives whose specific objective will be to serve the MOST disadvantaged hard-core poor, the bulk of whom never enroll in any existing program"[1].

Ces conclusions sont entièrement applicables au Québec. Et l'on ne saurait les mettre au compte d'auteurs de l'extrême-gauche - ou de je ne sais quelle minorité intellectuelle - quand on sait la notoriété des auteurs dans le domaine de l'éducation des adultes et que leur travail a été financé par la Fondation Ford à qui on doit la préface!

1. Carmen St-John Hunter and David Harman, Adult Illiteracy in the United States, op. cit., p. 104-105.

Finalement, ceux qui auraient espéré trouver ici une réponse positiviste à la question - Quel usage de la télévision en alphabétisation? - seront déçus. Cette question, précise en apparence et actuellement posée au Québec, est prématurée parce que le débat de fond sur l'alphabétisation est à peine commencé, mais déjà controversé. Poser les questions en termes de technologie éducative laisse supposer que les problèmes ont été clairement identifiés et qu'on en est arrivé au stade du perfectionnement technique de leur résolution. C'est aussi privilégier le rôle des spécialistes, renforcer les idéologies scientifiques, consacrer le pouvoir technocratique inflationnaire dans les sciences et la gestion de l'éducation. La question intéressante deviendrait pourquoi, par qui et dans quelle conjoncture cette question de l'usage de la T.V. en alphabétisation a-t-elle été posée? Et a-t-elle été réellement et ouvertement posée avant que réponse ne s'impose comme allant de soi avec la commande qu'on connaît d'une série éducative télévisée en alphabétisation? Heureusement, la machine qui n'a pas encore été montée - et pour cause de complexités paratechniques inattendues[1] - n'est pas entrée en action.

---

1. Au sujet des études et propositions sur l'utilisation, aux Etats-Unis, de la T.V. "comme système de livraison de services éducatifs aux adultes défavorisés", C. St-John Hunter et D. Hartman notent: "Studies and proposals were numerous and Inaginative. Yet the obstacles to their realization are formidable..." Adult Illiteracy in the United States, op. cit. p. 90.

Si la question n'est pas écartée et s'il est souhaitable que son débat s'étende au-delà de l'univers clos de la programmation éducative, elle gagnera à être resituée dans une problématique élargie de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, problématique éducative soit, mais à la condition qu'elle ne soit pas monopolisée par les technologues de l'éducation, car elle est publique, globalement sociale et éminemment politique. Voici comment on posait cette question en Angleterre:

> "The subject of literacy has become isolated from the debates that take place about other kinds of adult education for the working class, from other educational debates in general, and from debates about kinds of social and economic change that are likely or possible in this country... A clear example of our temporary analysis seems to us to be the British reading of the work of Paolo Freire. We read and quote his work...
> But we apparently cannot cope with his fundamental position that there is no such thing as an educational program in isolation... What follows for us is that we need to understand our own and our student's condition before we can think of applying Freire's insights; we cannot borrow them out of context, especially if we are not willing of consider what our context is"[1].

Ces remarques sont encore globalement applicables au Québec où la question de l'alphabétisation demeure spécialisée, coupée de l'éducation primaire et paradoxalement encore réservée aux commissions scolaires, décontextualisée linguistiquement, socialement et politiquement, traitée favorablement

---

1. M. Bentovim, dans BBC Adult Literacy Handbook, 1975, cité par Leslie J.Limage,Literacy in Industrialized countries: A Sociological commentory , Prospect, UNESCO, vol. X, no 2, 1980, p. 149.

seulement dans une position marginale en éducation des aduites et donc administrée comme s'il s'agissait d'une éducation spéciale au même titre que la rééducation des sourds ou des aveugles. En conséquence, un sujet de cette question annexe de la T.V. éducative, on a évité d'aborder les principaux problèmes et on a cru qu'il suffirait d'un feu vert budgétaire - substantiel[1] - pour animer la créativité des producteurs et résorber le taux d'analphabétisme au Québec.

En conclusion, on ne saurait assez insister sur la priorité du support aux groupes volontaires d'alphabétisation conformément à la recommandation américaine citée ainsi qu'à la propre politique québécoise d'alphabétisation[2]. Dans la logique de ces orientations et de cette politique, on ne saurait que recommander la révision des projets d'investissement ou programmation télévisuelle au profit d'une aide financière accrue aux groupes volontaires d'alphabétisation.

---

1. Un projet non retenu de programmation télévisée, qui devait emprunter les canaux de l'O.R.T.Q., était estimé grossièrement à trois ou quatre millions de dollars pour une période de trois ans, commençant en 1979/1980. On y trouve la production d'un film sur l'analphabétisme et quatre-vingt-douze émissions d'une demi-heure. Il est, j'ose croire, assuré qu'un tel investissement n'aurait pas été entièrement accepté par le Gouvernement. Mais même réduits, ces coûts demeurent énormes.
2. Cf. L'école s'adapte à son milieu, op. cit.

La question de l'usage éventuel télévision éducative à l'échelle nationale viendra après, quand une infrastructure organique d'éducation populaire sera assurée de son implantation et du support politique nécessaire. Des expérimentations locales d'usage des media pourraient alors être encouragées dans une pluralité de perspectives et dans le respect de l'autonomie culturelle des organismes. Et si l'on revient aux deux modèles d'éducation des adultes présentés au début, on pourra juger de toutes leurs implications politiques, de la nature réelle des choix, de la probabilité des possibles.

TRADUCTION DES CITATIONS DANS LE TEXTE

"Auparavant, certains croyaient que la télévision pouvait éliminer l'analphabétisation. Mais en pratique, on a utilisé la télévision avec moins de succès que la radio comme instrument d'éducation. Elle implique des investissements élevés en équipement, en immobilisations et en personnel spécialisé et elle doit atteindre un large public pour être utilisée efficacement à la motivation, à l'information et à l'encouragement des gens dans les programmes d'alphabétisation... Même quand des programmes solides, indigènes et régionaux sont offerts, la télévision toute seule ne parvient pas à alphabétiser".

"Est-ce qu'il est possible, pour les gens engagés dans le processus sophistiqué de création et de développement d'un matériel télévisé, de refléter exactement, dans les sujets traités, le vécu des milieux pauvres et de présenter des approches alternatives qui sont issues de l'environnement dans lequel vivent actuellement les adultes les plus défavorisés?".

Voici brièvement notre principale conclusion:

Un changement majeur dans la politique d'éducation nationale est nécessaire pour répondre aux besoins éducatifs des adultes en milieux défavorisés.

Notre principale recommandation découlant de cette conclusion peut être aussi présentée brièvement:

Nous recommandons l'implantation d'initiatives communautaires nouvelles et pluralistes dont l'objectif spécifique sera d'être au service des milieux les PLUS défavorisés - dont le grand nombre ne participe jamais à aucun des programmes existants".

"Le sujet de l'alphabétisation a été isolé de débats qui ont cours sur d'autres sujets d'éducation des adultes en milieu populaire, des autres débats sur l'éducation en général et des débats sur les types de changement social et économique qui sont probables ou possibles dans ce pays ... On peut trouver un exemple clair de notre analyse dans la lecture que font les Britanniques de l'oeuvre de Paolo Freire. Nous lisons ses ouvrages et nous les citons... Mais,

apparemment, nous n'avons pas su assimiler sa position fondamentale selon laquelle il n'existe pas de programme éducatif isolé... En conséquence, il nous faut chercher à comprendre notre propre condition et celle de nos étudiants avant de penser à appliquer les intuitions de Freire; il ne faut pas les emprunter hors contexte, surtout si nous ne sommes pas intéressés à comprendre notre propre contexte".